



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

catastrophes naturelles

Question écrite n° 121234

Texte de la question

M. Jean-Luc Reitzer souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avant-projet de loi visant à modifier en profondeur le régime actuel des catastrophes naturelles. En effet, celui-ci suscite des inquiétudes car il risque de conduire à une déstabilisation du régime au détriment de l'intérêt des administrés, particuliers comme professionnels, et des collectivités. Ainsi, la démutualisation des cotisations du fait de la liberté tarifaire risque de conduire inéluctablement à des majorations très importantes pour les risques exposés aux inondations, glissements de terrain... Cela pourrait être difficilement supportable par certains administrés, voire par certaines collectivités locales. Cette logique pourrait même mener à l'absence d'offre d'assurance sur certaines zones. Par ailleurs, la prise en compte des seuls avis scientifiques pour décréter la reconnaissance des sinistres pourrait, en particulier pour les conséquences de la sécheresse et au vu de la gestion récente de la sécheresse 2003, s'avérer trop longue par rapport aux urgences de certaines situations et mal adaptée aux réalités locales. C'est pourquoi il souhaiterait connaître sa position sur ce dossier important.

Texte de la réponse

Le régime des catastrophes naturelles assure depuis plus de vingt ans la protection des biens contre les dégâts causés par les phénomènes exceptionnels. Le retour d'expérience désormais acquis sur le fonctionnement de ce régime conduit le Gouvernement à envisager de procéder à certains aménagements du dispositif. En effet, une mission d'inspection interministérielle, mandatée par le Gouvernement, a mis en évidence plusieurs insuffisances du régime : il manque de transparence, les assurés comme les élus s'interrogeant sur les modalités d'éligibilité de tel ou tel sinistre au régime des catastrophes naturelles ; les décisions d'indemnisation ou de refus d'indemnisation, en particulier lorsque deux communes contiguës n'obtiennent pas le même traitement, sont parfois perçues comme inéquitable par les assurés et les élus ; il reste relativement complexe dans son organisation et induit de relativement longs délais d'indemnisation ; lorsque les conditions de reconnaissance ne sont pas réunies, s'agissant par exemple de sinistres de faible ampleur, l'assuré ne dispose d'aucune alternative pour se couvrir ; il entraîne parfois une déresponsabilisation face à la nécessaire prévention des risques naturels. Le projet de réforme envisagé par le Gouvernement vise donc à modifier le régime afin d'apporter des améliorations permettant de répondre à ces critiques. Les assurés pourraient bénéficier d'une indemnisation plus rapide. Postérieurement à un dommage, ils pourraient en effet connaître rapidement les modalités de leur indemnisation sans attendre la réunion d'une commission interministérielle et la parution d'un arrêté qui peut prendre plus d'un mois. Ils pourraient s'adresser directement à leur assureur pour être indemnisés. L'ensemble de ces mesures s'inscrirait bien entendu toujours dans le cadre du principe de la solidarité nationale et l'État continuerait d'accorder sa garantie financière au régime, via la caisse centrale de réassurance. Conjointement avec le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie avait engagé une consultation sur ce projet. M. Emmanuel Constans, président du comité consultatif du secteur financier, y a procédé avec l'appui de leurs services. Le Gouvernement a bien noté la demande de nombreuses parties prenantes, dont les associations d'élus, de voir les consultations approfondies sur certains aspects. Des travaux techniques sont en cours pour proposer des

réponses aux questions posées lors de cette consultation. Plus généralement, la question de reprendre les concertations sur une nouvelle base se posera dans le cadre des travaux législatifs de la prochaine législature.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Reitzer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 121234

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mars 2007, page 3064

Réponse publiée le : 24 avril 2007, page 3956